

CSAL EMPLOIS la CGT FiP 71 n'ira pas !

L'année 2024 commence ... comme les autres, hélas ! ... par les annonces des **suppressions d'emplois**.
Le DDFiP a convoqué les OS du département à un CSAL, le 11/01/2024, dont le point unique est consacré à ce que la DG nomme pudiquement les « **mouvements d'emplois** ».

Une DG qui se flatte de recréer des emplois, et dont nous dénonçons la **communication trompeuse**, car loin de la vision optimiste qu'elle propose, nous ne pouvons que faire le constat de la **dégradation continue des effectifs**, dans le département comme dans toute la France.

Le volet emplois de la DG comporte effectivement pour l'essentiel, un nombre important de **transferts au titre des nouvelles charges de travail importées** (taxes douanières, taxe d'urbanisme, création des centre de gestion financière etc ...) et de **transferts entre programmes** (modification du périmètre de certaines missions).

Il faut également noter que les redéploiements concernent surtout les emplois dédiés à la **transformation numérique** ... dans le but - non avoué - de poursuivre les suppressions d'emplois ...

Au final, ce sont bien **les DDFiP** qui vont continuer à payer le prix fort:

	Suppressions	Renforts	Transferts	TOTAL
Centrale		118		118
Services à Compétence Nationale		79		79
Directions Nationales Spécialisées	- 23	151	20	148
SCBCM			13	13
Réseau (DFiP)	- 783	393	235	- 155
COM		1		1
Gains de Productivité	- 80		80	0
Autres	- 56			- 56

Et plus particulièrement **les cadres C** :

DIRECTION	EMPLOIS											PLF 2024	Dont transferts et redéploiements
	AE	AFIPA	IP	Idiv HC	Idiv CN	Idex HC	Idex CN	A	B	dont B géo	C		
TOTAL 101 départements	-3	9	45	-87	-27	8	-7	180	-27*	-55	-246	-155	356

Aussi, la section CGT Finances Publiques 71 ne siègera pas à ce CSAL pour ne pas donner caution à un « dialogue » social qui porte si mal son nom, ni participer au sabotage de notre administration.

.../...

Sabordage, dont vous voyez, toutes et tous quotidiennement, les conséquences désastreuses.

* La CGT pratique la politique de la « chaise vide » ... **vrai ou faux ?**

Il est souvent fait reproche à la CGT de pratiquer la politique de « la chaise vide » et de refuser ainsi le « dialogue » qui est censé se tenir au sein des organes représentatifs du personnel.

Ce reproche est mensonger, puisque la CGT signe, à titre d'exemple en 2021 (stats du Ministère du Travail), **84 %** des accords d'entreprise où elle est présente.

* **Alors pourquoi** la CGT FiP 71 **ne siègerait-elle pas** au prochain CSAL :

Parce que la DG assimile les « refus de prendre part au vote » des OS à des « abstentions ».

Pour ce qui nous concerne, cette interprétation n'est pas satisfaisante au regard de l'impératif du « dialogue » prôné par la DG, et permet de répondre à l'objectif qu'elle se fixe d'obtenir un « accord majoritaire » synonyme de consensus ... et de bonne communication politique !

Nous pensons au contraire, que nous devons pourvoir manifester notre volonté de refuser qu'un sujet, qui nous est imposé et n'est jamais vraiment soumis à notre « avis », soit considéré comme débattu et tacitement accepté !

«S'abstenir» est une façon de prendre part au débat et au vote, alors que «ne pas prendre part au vote» permet d'acter **les points de divergence irréductibles.**

Dès lors qu'un sujet nous est soumis, sur lequel nous sommes en opposition totale avec la DG, nous ne souhaitons pas être considérés comme ayant « participé » aux débats le concernant.

Et pour mémoire, concernant les emplois :

2008 : 126 586 – année de la fusion de la DGI et du Trésor
2012 : 115 411 – début de la présidence **HOLLANDE**
2014 : 111 305 – **MACRON** est nommé Ministre de l'Économie et des Finances
2017 : **104 873** – début de la 1ère présidence **MACRON**
2022 : **92 166** – début de la 2ème présidence **MACRON**

Depuis 2008, année de la fusion, **34 420** emplois se sont volatilisés !

MACRON, à lui seul, a contribué à la suppression de **19 139** emplois !

Des emplois qui n'ont pas été redistribués ni aux hôpitaux, ni aux écoles, ni à la Justice, ni à la Sûreté

**En conséquence de quoi, sur la question des emplois,
NOUS NE SIÉGERONS PAS !**

